



Projet Cantons zéro chômeur de très longue durée

Agir face au Covid-19

Page 4 et 14

Le chômage de longue durée
n'est pas une fatalité
Langzeitarbeitslosigkeit ist
keine Fatalität

Page / Seite 16

Sommaire



6



16



19

ÉDITORIAL 3

Isabelle Reuse, *vice-présidente de Caritas Fribourg*

PAGES SPÉCIALES COVID-19 4-5 et 14-15

Traverser la crise avec les plus démunis 4 - 5

RETROUVER DU TRAVAIL ET SA DIGNITÉ

Un travail malgré la loi du marché 6-11
Projet Cantons zéro chômeur de très longue durée

Interview de Laurent Grandguillaume 9
«Le chômage est une injustice»

Le droit d'être utile 10
Analyse de Samuel Bendahan

Témoignages de chômeurs de longue durée 11

La solidarité, un vaccin contre la crise 12
Commentaire de Corinne Jaquiéry, rédactrice en chef

Almanach social 2020:
la solidarité plutôt que l'arbitraire 12

Antoine Jaccoud 13

CARITAS FRIBOURG

Caritas Fribourg aux côtés des personnes vulnérables, malgré le coronavirus 14

Caritas Freiburg ist trotz Coronavirus für die schutzbedürftigen Personen da 15

Patrick Mayor, entrepreneur et président de Caritas Fribourg en témoigne 16

Mit Patrick Mayor - Unternehmer und Präsident der Caritas Freiburg 18

Ianko Palachev, 56 ans, en emploi, après un chômage de longue durée 19

Ianko Palachev, 56 Jahre alt, erwerbstätig nach einer Langzeitarbeitslosigkeit 20

Rosalie*, 43 ans, en sous-emploi 21

Rosalie*, 43 Jahre alt, unterbeschäftigt 21

Appels à votre soutien 22

Wir bitten Sie um Ihre Unterstützung 23



Isabelle Reuse
Vice-présidente de Caritas Fribourg

Après le coronavirus, l'espoir

Caritas Fribourg prend les mesures nécessaires pour garantir un service d'urgence en soutien aux personnes les plus vulnérables, tout en assurant la sécurité/prévention du Covid-19 de ses collaboratrices et de ses collaborateurs qui doivent se montrer exemplaires en la matière. Elle poursuit néanmoins ses projets pour un futur plein d'espoir en travaillant notamment à l'élaboration et à la promotion d'une action sociale ambitieuse, innovante, capable d'atteindre ce but: des cantons zéro chômeur de très longue durée. Pour l'atteindre, les Caritas romandes comptent plaider et agir pour le déploiement d'une offre d'emplois salariés ordinaires, mais inclusifs.

En temps normal, la Suisse se fait passer pour le pays du plein emploi, alors que 10% de la population active est au chômage ou en sous-emploi. Pire, chaque mois, quelque 3000 personnes parviennent en fin de droit à l'indemnité de chômage, et seule la moitié d'entre elles retrouve un emploi dans l'année qui suit. Les autres restent sur la touche. Elles sont jugées trop âgées ou trop étrangères, voire trop peu qualifiées ou trop vulnérables (par exemple parce qu'elles sont au chômage depuis plusieurs mois, justement). Le moins que l'on puisse dire, c'est que ce n'est pas très brillant.

Les Caritas romandes ne sauraient admettre cette situation, ni se contenter simplement de la dénoncer, le projet «zéro chômeur de très longue durée» vise à créer des emplois inclusifs. Il s'agit d'emplois accessibles à toute personne capable de l'exercer, sans égard à son âge, à son origine, à ses qualifications, à ses vulnérabilités réelles ou supposées. Des emplois qui n'excluent personne!

Les Caritas romandes se proposent d'«acheter» de tels emplois auprès de tout employeur intéressé et de les «revendre» à l'aide sociale, en faveur de ses usagers. Plutôt que de dépenser des millions en forfaits d'entretien et de loyers, l'Etat couvrirait des salaires et des charges sociales qui lui garantiraient, à terme, un certain retour sur investissement. Plutôt que de payer 10000 femmes et hommes, en Suisse romande, «à ne rien faire», il les paierait «à faire quelque chose».

Caritas Fribourg a décidé de vivre cette aventure pour permettre aux personnes en recherche d'emploi ou des personnes «sous-employées» d'avoir une possibilité de retrouver un lieu d'insertion. Nous voulons travailler en collaboration avec l'existant dans le canton de Fribourg. Nous savons bien que chaque personne se construit ou se reconstruit en pouvant faire quelque chose ou plus exactement en créant, en se relationnant avec d'autres personnes pour une même cause. Le travail restitue non seulement l'autonomie, mais surtout la dignité de la personne. Le fruit du travail de l'homme lui permet de manger, mais aussi de pouvoir vivre de son activité et d'être en relation au sein de la société.

Les pages suivantes présentent une esquisse du modèle que nous préconisons. Avec une interview de Laurent Grandguillaume, le président de «Territoires zéro chômeur de longue durée» en France, ou encore l'analyse de l'économiste Samuel Bendahan. Elles donnent la parole aux personnes qui témoignent du désœuvrement et de l'isolement auxquels elles sont condamnées, mais expriment aussi l'espoir que suscite un tel projet.

Impressum

Caritas.mag – Le magazine des Caritas de Suisse romande (Fribourg, Genève, Jura, Neuchâtel, Vaud) paraît deux fois par an

Tirage global: 35 110 ex.
Tirage Caritas Fribourg: 2437 ex.

Responsable d'édition: Sophie Cotting, responsable administration de Caritas Fribourg

Rédactrice en chef: Corinne Jaquiéry
Rédaction: Sophie Cotting, Corinne Jaquiéry

Maquette: www.tier-schule.ch
Impression: www.pcl.ch

Caritas Fribourg | Caritas Freiburg

Rue de Morat 8
1700 Fribourg | 026 321 18 54

www.caritas-fribourg.ch | www.caritas-freiburg.ch
info@caritas-fr.ch

Caritas Fribourg est certifiée par ZEW depuis 2004.

Le label de qualité atteste:

- d'un usage conforme au but, économique et performant de vos dons
- d'informations transparentes et de comptes annuels significatifs
- de structures de contrôle indépendantes et appropriées
- d'une communication sincère et d'une collecte équitable des fonds



Traverser la crise avec les plus démunis

Textes: Corinne Jaquiéry / Illustration: Thierry Schülé

Accès à la nourriture, hébergements d'urgence, aides financières urgentes, permanences téléphoniques pour accompagner un deuil ou recevoir des conseils dans le domaine social et financier, et même organisation d'un vol humanitaire, les Caritas de Suisse romande et leurs directeurs n'ont pas baissé les bras pour naviguer au mieux dans la tempête provoquée par l'arrivée du coronavirus. Malgré la fermeture de leurs magasins de seconde main, de leurs brocantes, de leurs restaurants, de leur service traiteur pour le parascolaire, de leurs ateliers d'insertion ou de leurs services de conseils sociaux ou juridiques, elles poursuivent leur mission essentielle en soutenant les plus faibles et les plus pauvres de Suisse romande. Pour mieux leur venir en aide, elles ont aussi mis en place de nouvelles collaborations encore inédites avec d'autres organismes caritatifs, comme le CSP (Centre social protestant), la Croix-Rouge ou le Secours suisse d'hiver.

Plus de pauvres après la crise

En bondissant de 400% après la décision de confinement prise par le Conseil fédéral à la mi-mars 2020, le nombre de demandes à l'aide sociale a explosé. Selon les chiffres d'une étude réalisée en Suisse alémanique par des chercheurs de la Haute École de sciences appliquées de Zurich, les plus touchées sont les personnes en situation précaire qui effectuaient des travaux à l'heure ou à temps partiel ainsi que les indépendants dont l'activité a été stoppée net. À l'Hospice général de Genève, on confirme la tendance. Pour la directrice de l'Action sociale, Yasmine Praz Dessimoz interrogée par La Première (Radio Télévision Suisse), si, avant la crise sanitaire, il y avait cinq à six demandes par mois liées à la condition d'indépendant, depuis le confinement, elles atteignent la cinquantaine par semaine. «Nous avons vite constaté, sur le terrain, que les plus précaires étaient les plus exposés, confirme Dominique Froidevaux, directeur de Caritas Genève. Les premiers besoins étaient de l'ordre du besoin vital comme le fait de pouvoir se nourrir. Nous avons rapidement réagi avec notre service de l'Action sociale et l'aide de la Chaîne du Bonheur en offrant notamment des bons permettant d'accéder gratuitement aux marchandises proposées dans nos Épiceries.» D'autre part, un vol humanitaire exceptionnel a été organisé par Caritas Genève pour que les Roms, qui figurent parmi les plus vulnérables, puissent regagner leur pays, afin de se confiner en toute sécurité.

Les Épiceries indispensables

Toutes les Épiceries Caritas de Suisse romande sont en première ligne depuis le début de la crise. Partout, l'engagement des bénévoles a été salvateur, puisque tous les collaborateurs en programme d'insertion, qui travaillent habituellement dans les magasins, ont dû cesser de venir pour des raisons de sécurité sanitaire. «Nous avons dû gérer cette tension permanente entre protéger la santé de nos collaborateurs et continuer de délivrer les prestations indispensables en tenant ouvertes nos Épiceries, mais aussi nos hébergements d'urgence, souligne Pierre-Alain Praz, directeur de Caritas Vaud. Dans le canton de Vaud, le soutien de la Protection civile a été essentiel, notamment pour nos hébergements d'urgence que nous avons dû aménager ou carrément déménager dans d'autres endroits, afin de respecter les distances sociales exigées. Après un appel lancé par le canton, de nombreux nouveaux bénévoles nous ont rejoints pour compléter nos équipes.»

«À Neuchâtel, les bénévoles sont également très précieux pour les Épiceries, mais aussi le service de repas à domicile. «La Toque Rouge», notre service de livraison de repas à domicile, a été maintenu et a doublé sa production pour livrer aux personnes esseulées. Il a fallu tout réorganiser, relate Hubert Péquignot, directeur de Caritas Neuchâtel. Nous avons bénéficié de la possibilité d'avoir une





Face à la vague du coronavirus, les Caritas romandes offrent une lueur d'espoir en restant présentes sur le terrain de la précarité.

Voir les actions entreprises aux pages 14-15.

quarantaine de bénévoles pour nous aider et du prêt d'un véhicule gratuit, par une grande marque d'automobile, pour parvenir à assurer nos livraisons.» Il rappelle également la fonction d'autorité sociale de Caritas Neuchâtel auprès des réfugiés. «Il était fondamental de continuer de délivrer cette aide sociale. Nous avons rapidement mis en place le télétravail pour nos assistants sociaux en déménageant parfois des imprimantes à leur domicile.»

Le travail à domicile ne peut pas se faire pour les personnes en insertion et les ateliers ne peuvent pas vraiment fonctionner sans eux. Jean-Noël Mailard, directeur de Caritas Jura, a pourtant voulu assurer un minimum de production avec le personnel encadrant et gardant des activités envers et contre tout. «Nous voulions absolument conserver notre service de blanchisserie, car nous avons des contrats pour laver des équipements provenant de pharmacies ou des soins à domicile. Et nous souhaitons continuer d'aider toutes ces personnes qui sont au front.» Comme les autres cantons l'on fait avec le CSP ou avec la Croix-Rouge, une collaboration s'est instaurée entre Caritas Jura, la Croix Rouge et le Secours suisse d'hiver. «J'espère que nous pourrions garder cet état d'esprit et poursuivre nos collaborations dans chaque canton en développant de nouvelles ouvertures», a conclu le directeur de Caritas Jura. ■

JEAN-MARC RICHARD

La Chaîne du Bonheur en soutien



Grâce à la Chaîne du Bonheur, Caritas Suisse a immédiatement pu redistribuer un million de francs réparti entre ses seize Caritas régionales, dont les six Caritas de Suisse romande (Fribourg, Genève, Jura, Neuchâtel, Valais, Vaud). Jean-Marc Richard, ambassadeur de la Chaîne depuis près de trente ans, rappelle que cette crise s'apparente aux origines du «bras humanitaire de la SSR (Société suisse de radiodiffusion et télévision)». Elle a d'abord été une émission de radio lancée juste après la Seconde Guerre mondiale pour récolter des fonds pour les Suisses les plus fragilisés par la situation. En avril dernier, avec 33 millions de francs récoltés en faveur des personnes les plus touchées par la pandémie en Suisse, la Chaîne du Bonheur a démontré que la population helvétique était toujours solidaire en cas de détresse des plus faibles de ses membres.

Pourquoi la Chaîne du Bonheur a-t-elle décidé de s'engager si rapidement?

Nous tenons à financer une aide subsidiaire, c'est-à-dire complémentaire, à celle de la Confédération et des Cantons. Nous avons vu qu'ils ne parviendraient pas à assumer tous les besoins. Il fallait que nous agissions rapidement, parce que nous ne pourrions pas le faire dans la durée. C'est aujourd'hui que les plus fragiles, les plus isolés ou les clandestins ont besoin d'être soutenus, notamment à travers les centrales alimentaires et leurs intermédiaires comme les Épiceries Caritas.

A ce propos, pourquoi avoir choisi de mandater prioritairement Caritas Suisse et la Croix-Rouge outre d'autres organisations comme l'Armée du Salut, Pro Senectute ou encore l'OSEO?

Ces deux organisations sont sur le terrain, directement en contact avec les plus fragiles. Elles font le lien avec les services sociaux et sont au front. Si elles devaient mettre la clé sous la porte parce qu'elles n'auraient plus les moyens d'agir, ce serait la catastrophe pour les plus pauvres et les plus fragiles de notre territoire. Il faut aussi reconnaître que les Caritas des sections régionales de Suisse romande sont très bien organisées et d'une efficacité redoutable. Avec les directeurs qui sont actuellement à leur tête, nous pouvons y aller les yeux fermés. Au-delà de leur dynamisme, ce sont leurs compétences sociales qui comptent.

Avez-vous été surpris par la générosité des Suisses?

Je ne suis jamais complètement surpris par un grand élan de solidarité de tous les Suisses. S'il y a un «coronagraben», il n'y a pas de «solidaritégraben». Ce qui m'a surpris, c'est la rapidité avec laquelle les dons sont arrivés et la hauteur du don moyen qui a été de plus de 200 francs. En revanche, ce qui me chagrine, c'est que les grands commerces en ligne, qui ont fait un maximum de profit pendant le confinement, n'ont pas participé à la collecte, alors que de plus petits commerces en ligne, des petites entreprises et des petits indépendants l'ont fait à leur mesure. Il y a eu un véritable effort de leur part, c'est très émouvant.

Un travail malgré la loi du marché



CANTONS
ZÉRO CHÔMEUR
DE TRÈS LONGUE DURÉE

Textes: Corinne Jaquiéry / photos: Sedrik Nemeth

Attentes à ne laisser personne au bord de la route, les Caritas de Suisse romande innovent en proposant un nouveau modèle d'offres d'emplois inclusifs pour ceux qui ne trouvent plus de travail depuis trop longtemps.

«Retrouver un travail, c'est ne plus être dans une agonie sociale», affirme Philippe Robin, ancien chômeur de longue durée de la ville de Mauléon en France. Participant à l'expérimentation «Territoires zéro chômeur de longue durée» (TZCL), ce passionné de nature est devenu lombriculteur (éleveur de lombrics pour compost). Une belle idée parmi toutes celles qui ont jailli lorsque le projet TZCL a pu prendre forme dans sa ville avec l'appui des autorités nationales et régionales. Philippe produit, aujourd'hui, du terreau de qualité utilisé notamment dans le jardin collectif de l'entreprise à but d'emploi – entreprise sociale – qui le salarie grâce à l'activation des dépenses de l'aide sociale. Au lieu d'être payé à se morfondre en enchaînant les bières, comme il le confiait aux caméras de la chaîne M6*, il travaille en touchant un petit salaire. Il a pu s'acheter une voiture pour la première fois de sa vie, après avoir enfin passé son permis à l'âge de 55 ans. Une compétence supplémentaire ajoutée à son cursus qui s'était déjà bien étoffé grâce à TZCL.

Pour sortir du chômage de très longue durée

«Le travail, n'est pas un privilège, c'est un droit essentiel à la survie de l'humanité, un partage fondamental de nos richesses», soutient l'historien français, Denis Lefebvre. Pour les Caritas romandes – Genève, Fribourg, Jura, Neuchâtel, Valais, Vaud – c'est aussi une évidence. Inspirées par l'expérience française, elles veulent lancer un projet qui pourrait permettre aux 10 000 chômeurs de très longue durée (deux ans et plus) de Suisse romande de retrouver un accès à l'emploi en utilisant, notamment, l'argent de l'aide sociale, afin d'adapter ou de créer des emplois sur mesure.

«Avoir un emploi me rendrait la liberté!» s'exclame Olivier, 59 ans, au chômage à Genève depuis plus de cinq ans. D'esprit indépendant, il ne supporte plus les contraintes liées à la perception de l'aide sociale et espère vivement que l'initiative aboutira. Intitulée «Cantons zéro chômeur de très longue durée», la démarche est particulièrement innovante et pourrait l'aider à retrouver un emploi. Les Caritas romandes ont mandaté Michel Cornut, consultant en management des organisations non profit et ancien chef du Service social de Lausanne, pour plancher sur le projet. Selon cet expert: «Lorsqu'il n'est plus possible d'adapter la demande à l'offre, comme on tente de le faire dans l'insertion traditionnelle, il est encore possible d'adapter l'offre à la demande.»

Des emplois inclusifs

Après une longue réflexion et d'intenses discussions, un nouveau modèle d'emplois inclusifs a émergé: afin que personne ne soit plus inemployable, les Caritas romandes proposent d'inverser les paradigmes habituels. Selon ce modèle (voir son résumé ci-après), un emploi est inclusif lorsqu'il

est accessible à toute personne capable de l'exercer, autrement dit lorsque les discriminations usuelles concernant des personnes âgées de plus de 50 ans ou originaires de certains pays, par exemple, n'ont plus cours. Parfois, il faut encore adapter l'horaire de travail aux contraintes auxquelles le candidat à l'emploi est soumis ou ajuster le cahier des charges, le rendement attendu et l'encadrement nécessaire à ses possibilités. On parle alors d'un emploi «inclusif adapté» ou «sur mesure» (les Caritas romandes le désignent comme un emploi «inclusif+»).

Acheter des emplois

«Le modèle de Caritas consiste à «acheter» des emplois inclusifs auprès des employeurs intéressés et à les «vendre» à l'aide sociale, explique Michel Cornut. Plutôt que de dépenser chaque année, des centaines de millions de francs en aides financières directes, l'aide sociale couvrirait des salaires et des charges sociales.» Un vrai retour sur investissement, puisque les futurs salariés seraient de nouveau en mesure de payer leurs cotisations sociales. Ce dispositif serait aussi capable d'offrir aux employeurs une aide à l'embauche, soit un service de recrutement gratuit, ainsi qu'une incitation à l'embauche, soit la prise en charge des coûts de l'emploi – en tout ou partie, temporairement ou durablement, selon les cas.

«Le travail, n'est pas un privilège, c'est un droit essentiel à la survie de l'humanité.»

Le point de vue de l'entrepreneur

Si, en tant que citoyen, Ivan Slatkine, éditeur et président de la Fédération romande des entrepreneurs (FER) souhaite que chacun puisse trouver une place, autant économique que sociale dans la communauté, il y ajoute une réalité économique en tant qu'entrepreneur. «La première préoccupation d'une entreprise est de répondre à la demande de ses clients, afin de dégager une marge permettant de payer ses employés et ses charges. Elle s'adapte à la demande, pour pouvoir perdurer. Le projet de Caritas est intéressant, mais il renverse ce paradigme, en demandant aux entreprises d'adapter une partie des emplois proposés à l'offre des chômeurs de très longue durée. Au-delà de la rupture avec la réalité économique, cela représente un investissement, autant financier qu'humain, qu'il ne faut pas ignorer.» ▶

Toutefois, le président de la FER se montre ouvert. «Un rapprochement entre les réalités sociales et économiques mérite d'être soutenu. Une entreprise est aussi un acteur central de la société et ne peut faire abstraction de l'environnement dans lequel elle évolue. Elle a besoin de stabilité pour se déployer et tout ce qui peut être entrepris pour la conserver est a priori positif. J'ajouterai également que cette dimension sociale prend, aujourd'hui, une importance particulière aux yeux des citoyens. Une entreprise qui se couperait de cette réalité se couperait également, à terme, de sa clientèle comme de son personnel.»

LE MODÈLE EN CINQ POINTS

1. La Suisse romande compte plus de 10 000 chômeurs de très longue durée (deux ans et plus) à l'aide sociale. Tout se passe comme si la plupart d'entre eux étaient définitivement inemployables.
2. Pour que plus personne ne reste inemployable, les Caritas romandes veulent adapter l'offre à la demande; elles veulent créer une offre d'emplois inclusifs.
3. Pour financer une telle offre, il faut activer la dépense passive du chômage supportée par l'aide sociale. Le modèle consiste à «acheter» de tels emplois auprès de tout employeur intéressé et à les «vendre» à l'aide sociale, en faveur des chômeurs de très longue durée dont elle a la charge. Cette dernière subventionne donc un dispositif capable d'offrir aux employeurs une aide à l'embauche. En activant la dépense passive du chômage qu'elle supporte, l'aide sociale transforme celle-ci en investissement. Une fois en emploi, les chômeurs de très longue durée peuvent de nouveau se projeter, relever des défis, se former. Et, pour une partie d'entre eux au moins, se rapprocher du marché de l'emploi jusqu'à s'affranchir, tôt ou tard, de toute aide financière publique.
4. Pour mettre en œuvre ce modèle, les Caritas romandes appellent les organisations aujourd'hui actives dans l'insertion socioprofessionnelle à rejoindre un pool associatif au sein duquel elles mutualiseront des ressources et des compétences pour atteindre, ensemble, un but qu'aucune d'entre elles ne pourrait atteindre seule: des «Cantons zéro chômeur de très longue durée». Un pool capable d'acquiescer des emplois inclusifs et de les proposer aux demandeurs d'emploi concernés. Ce dispositif fera l'objet d'une concertation avec les autorités et les services publics compétents, d'une part, et avec les organisations qui le rejoindront pour contribuer à sa mise en œuvre, d'autre part.
5. Une expérimentation de cinq ans confirmera ou non l'hypothèse présidant à son lancement: le libre choix et l'inclusion (plutôt que l'assignation et l'assistance) favorisent l'engagement et l'insertion, et les favorisent assez pour que la collectivité s'en trouve finalement gagnante, même d'un point de vue strictement financier. Cette expérimentation fera l'objet d'un accompagnement scientifique de la Haute Ecole de Travail Social et de la Santé Lausanne (HETSL). ► *(suite p. 10)*

*«Le travail donne
à l'homme sa dignité»*

Indira Gandhi

Le chômage est une injustice

Président de l'association «Territoires zéro chômeur de longue durée», Laurent Grandguillaume a porté la loi permettant l'expérimentation du projet en France.

«Chacun a le devoir de travailler et le droit d'obtenir un emploi.» C'est en partant de ce principe énoncé dans le préambule de la Constitution française de 1946, que le projet «Territoires zéro chômeur de longue durée» a été imaginé et élaboré collectivement par divers organismes caritatifs et soutenu, auprès des politiques, par Laurent Grandguillaume, alors député à l'Assemblée nationale française.

CARITAS Comment êtes-vous entré dans l'aventure «Territoires zéro chômeurs de longue durée»?

LAURENT GRANDGUILLAUME Je suis engagé dans le combat contre l'exclusion et la pauvreté. J'ai toujours pensé que c'était une injustice de ne pas avoir accès à un emploi quand on a des compétences et une appétence pour le travail. Au début de mon mandat de député, en 2012, j'ai voulu rencontrer des acteurs de ATD Quart Monde, dont Patrick Valentin, qui réfléchissaient depuis longtemps à ce problème. A émergé l'idée d'expérimenter concrètement l'activation des dépenses passives, c'est-à-dire de mobiliser les coûts du chômage de longue durée pour financer la création d'entreprises et d'emplois, sans entrer en concurrence avec l'existant. Elle faisait écho à des propositions qu'avaient faites, auparavant, Michel Rocard et même Jacques Chirac, alors qu'il était président de la République. Lui aussi avait évoqué la possibilité d'inverser la vision des coûts du chômage. J'ai rédigé une proposition de loi pour permettre une expérimentation TZCL sur dix territoires en France. Elle a été votée à l'unanimité par l'Assemblée nationale en février 2016.

Avez-vous dû lutter pour obtenir cette unanimité?

Oui, car j'avais face à moi des personnes qui raisonnaient de manière très centralisatrice. Le fait que les territoires puissent décider d'un projet en matière d'emploi bousculait les idées établies, mais j'ai toujours considéré que l'on ne gagne que les combats que l'on mène.

A l'époque, quels étaient vos principaux arguments?

Mon principal argument était de dire que l'on n'avait pas tout essayé. Le chômage de longue durée ne cesse d'augmenter dans les pays développés ou occidentaux. Il faut trouver de nouvelles solutions. Au pire, TZCL peut être un échec, mais, dans tous les cas, on aura appris quelque chose collectivement. Le principal, c'est d'essayer. Nous avons osé prendre le risque, et cela fonctionne. Depuis janvier 2017, les Entreprises à But d'Emploi (EBE) des dix territoires expérimentaux ont embauché près de 1000 personnes dans des activités nouvelles basées sur la transition énergétique, la transition écologique, l'économie circulaire, c'est-à-dire le recyclage ou des activités de services à la personne qui avaient disparu de ces régions. Nous avons créé de l'artisanat et des commerces de proximité quand il n'y en avait plus. Nous n'avons jamais été en concurrence avec l'existant.

Est-ce que le projet va s'étendre?

Oui. Dix territoires sont pilotes jusqu'en 2021. Dans une deuxième étape de notre projet, une nouvelle loi doit permettre d'étendre l'expérimentation sur une centaine de territoires qui réfléchissent déjà à leurs projets. Puis, nous l'espérons, les territoires expérimentaux auront apporté une expérience suffisante pour qu'un cahier des charges permette de promulguer une loi donnant un «droit d'option» à tout territoire français qui le désirerait et qui serait en mesure de respecter ce cahier des charges.

Que diriez-vous aux politiciens suisses pour les inciter à appuyer la démarche «Cantons zéro chômeur de longue durée» chez eux?

Moi qui suis Franc-Comtois et Byzantin, je connais bien la Suisse qui est un pays formidable, car il rassemble tous ses territoires dans leur diversité. Les habitants y sont acteurs de leur destin. Cette liberté de choix à un coût, mais elle n'a pas de prix. Elle doit permettre de prendre des risques pour créer de nouveaux emplois, car on ne peut pas laisser une partie de la population au bord de la société. Que cela soit en Suisse ou en France, c'est une question de respect de notre altérité. Remettons l'humain au cœur de nos choix politiques et économiques. ■

CARTE D'IDENTITÉ

Laurent Grandguillaume est né le 20 janvier 1978 à Besançon. Il est expert en management, organisation et ressources humaines. Ancien député socialiste à l'Assemblée nationale, il est l'auteur de la loi d'expérimentation territoriale visant à résorber le chômage de longue durée, dite loi «Territoires zéro chômeur de longue durée». Cette loi a été votée à l'unanimité à l'Assemblée nationale et au Sénat, en février 2016. Il est aujourd'hui, président bénévole de l'Association «Territoires zéro chômeur de longue durée».

LE PROJET

Le projet «Territoires zéro chômeur de longue durée» se fonde sur trois constats qui permettent de penser qu'il est humainement et économiquement tout à fait possible de supprimer le chômage de longue durée à l'échelle de territoires:

- 1. Personne n'est inemployable**
Toutes celles et tous ceux qui sont durablement privés d'emploi ont des savoir-faire et des compétences qu'ils développent, à condition que le travail et l'emploi soient adaptés à chacun.
- 2. Ce n'est pas le travail qui manque**
C'est l'emploi, puisque de nombreux besoins de la société ne sont pas satisfaits.
- 3. Ce n'est pas l'argent qui manque**
Puisque, chaque année, le chômage de longue durée entraîne de nombreuses dépenses et manques à gagner que la collectivité prend à sa charge.

Le projet «Territoires zéro chômeur de longue durée» a été porté par ATD Quart Monde en partenariat avec Le Secours catholique, Emmaüs France, Le Pacte civique et la Fédération des acteurs de la solidarité. L'association «Territoires zéro chômeur de longue durée» ou TZCL a été créée en octobre 2016. Le Gouvernement français a autorisé la mise en place de dix territoires expérimentaux grâce à la loi de février 2016, alors qu'une centaine de territoires volontaires se mobilisent, eux aussi, pour mettre en œuvre la démarche.

Epilogue

Ce printemps, au CCN-Théâtre du Pommier à Neuchâtel, *Combat de pauvres*, un spectacle qui parle de l'augmentation des phénomènes d'exclusion et de précarité dans toute l'Europe, a fait le plein. A la fin de la représentation, une jeune fille d'une vingtaine d'années s'est levée. Elle était en larmes. Elle a remercié les comédiens, puis s'est adressée au public avec courage: «Mon père a 58 ans. Il ne trouve plus de travail. Vivre à son côté, le voir souffrir et perdre sa dignité humaine au fil du temps qui passe, c'est très dur.» En osant prendre la parole, elle a mis en évidence une réalité qui touche beaucoup plus de personnes que le SECO (Département national de l'économie) ne veut bien l'admettre. «Cantons zéro chômeur de très longue durée» peut être une réponse à cette détresse sociale et financière. ■

Détails du projet à retrouver sur les sites des Caritas romandes:

www.caritas-fribourg.ch
www.caritas-geneve.ch
www.caritas-jura.ch
www.caritas-neuchatel.ch
www.caritas-vaud.ch

CHÔMAGE EN CHIFFRES

EN SUISSE AU 4^{ème} TRIMESTRE 2019

5 130 000
PERSONNES ACTIVES

10.5 %
PERSONNES AU CHÔMAGE
OU EN SOUS-EMPLOI

DONT MOINS DE LA
MOITIÉ
SONT INDEMNISÉS

(source Office fédéral de la statistique)

EN SUISSE ROMANDE

10 000
CHÔMEURS DE TRÈS LONGUE DURÉE

(estimation Caritas romandes)

SAMUEL BENDAHAN

Economiste et conseiller national (PS)



Le droit d'être utile

«Renforcer la qualité de la réinsertion professionnelle» et «Inciter les employeurs à remettre des personnes qualifiées sur le marché de l'emploi», Samuel Bendahan, économiste et conseiller national (PS) est l'auteur de ces deux motions déposées à la fin de 2018. Deux propositions qui n'ont pas encore été traitées par le Parlement national, mais que le Conseil fédéral propose de rejeter arguant que, pour la réinsertion, «des études attestent le fait que le Service public de l'emploi (ORP) est d'une grande efficacité et atteint les objectifs qui lui sont fixés» et que, concernant la qualification de personnes licenciées n'ayant pu faire évoluer leurs compétences dans leur entreprise, «la formation continue relève de la responsabilité individuelle».

Le député espère que le Conseil national se prononcera malgré tout en faveur de ses deux motions. Il est d'autant plus convaincu du bien-fondé de la démarche des Caritas de Suisse romande et salue un projet porté par la société civile. «Il y a une logique libérale qui consiste à dire qu'une entreprise peut utiliser une personne un certain temps et la rejeter sans état d'âme pour trouver quelqu'un de plus adapté, selon ses critères, c'est un véritable scandale! L'initiative «Cantons zéro chômeur de longue durée» implique que chacun a le droit d'être utile et d'avoir un emploi. Ce n'est pas une utopie. Il y a du travail et tout le monde peut y contribuer, même de manière adaptée.»

Selon Samuel Bendahan, si le projet peut sembler coûteux à court terme – avec la nécessité d'un accompagnement des personnes en chômage de longue durée engagées par une entreprise –, à long terme, il y aura un gain pour toute la société. «En revanche, il ne faudrait pas que les bénéficiaires les plus précarisés de l'aide sociale paient pour ceux qui seraient dans une situation de réemploi. L'aide sociale doit disposer des moyens nécessaires.»

Pour l'économiste, il y a deux grandes catégories parmi les personnes au chômage de longue durée, les plus jeunes et les plus âgés. Si, pour les plus jeunes, il s'agit d'acquérir de l'expérience, tout en étant payés correctement, le problème de l'engagement des seniors ne se situe pas uniquement dans leurs charges plus élevées. «Il y a aussi le fait qu'une personne plus jeune est plus malléable, plus exploitable et moins fatiguée. La meilleure manière de contrer ce phénomène, c'est d'inciter les entreprises à faire un effort pour permettre à leurs employés d'être créatifs et d'innover tout au long de leur carrière. Et, si cela n'a pas été le cas, d'autoriser et de subventionner des formations dans le cadre de l'ORP. D'autre part, il serait aussi judicieux de répartir les coûts de la LPP (Loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité) plus équitablement entre les jeunes et les personnes plus âgées.»

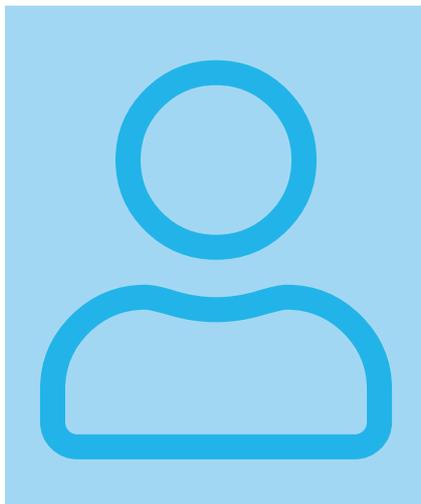


CAROLINE

47 ans, au chômage depuis six ans

«J'aimerais essayer de faire bouger les choses. Tenter d'interpeller les politiciens sur la question du chômage de longue durée. C'est pour cela que j'ai adhéré au projet «Cantons zéro chômeur de longue durée». J'ai pourtant un CFC de laborantine en biologie et je viens d'obtenir un deuxième CFC d'employée de commerce, en faisant une validation des acquis à Caritas Genève. Durant mes études, mes anciens camarades comprenaient peu mon parcours du fait que je me suis trouvée plusieurs fois au chômage, notamment en raison de la faillite d'entreprise et aussi que je sois bénéficiaire de l'hospice général. J'ai découvert à ce moment-là que les bénéficiaires étaient souvent mal considérés. De toute ma vie, je n'ai jamais pensé que je serais obligée d'aller à l'aide sociale, un jour...

Le problème du chômage de longue durée, c'est que mon réseau professionnel s'est aussi beaucoup réduit. Pour retrouver un emploi, je ne peux passer que par les annonces d'offres d'emploi. La deuxième conséquence, sur le long terme c'est qu'on perd aussi des relations amicales. Je ne sors plus avec des amis, car je n'en ai pas envie que cela soit eux qui paient tout le temps. Dans ces occasions-là, je me suis sentie vraiment misérable. Après plusieurs années de chômage, je suis par un certain côté épuisée de devoir me battre pour peu de résultat, mais malgré tout je continuerais à le faire. Le projet de Caritas me permet de me projeter. D'avoir l'espoir d'obtenir, un job qui aurait vraiment du sens pour moi et cela changerait tout. Je voudrais démontrer à ma nièce que l'on peut s'en sortir...»



MICHAEL*

52 ans, au chômage depuis cinq ans

«Je suis terriblement frustré de ne pas pouvoir travailler. Et cela fait cinq ans que cela dure! Ce n'est pas une question de formation. Au contraire. Je suis diplômé de l'École hôtelière de Lausanne. J'ai été sous-directeur d'hôtel pendant une quinzaine d'années. Puis, je me suis séparé de ma femme. Hôtellerie et enfants n'étant pas vraiment compatibles, je suis devenu indépendant dans le domaine de la livraison de boissons et, ensuite, dans celui du matériel de bureau. J'ai créé seul un réseau de 1500 clients. J'ai acquis de nouvelles compétences. J'ai trop de qualifications. Aujourd'hui, on me dit que je coûte cher. Ma femme est partie à l'étranger en 2013, me laissant m'occuper, seul, de nos deux filles adolescentes. J'ai perdu mon travail peu après. Pendant trois ans, j'ai été très mal. J'étais au chômage et je ne recevais même pas les allocations familiales. J'ai dû aller chercher de la nourriture gratuite ou meilleur marché à Caritas Vaud, mais cela, mes filles ne le savent pas, car je veux les protéger. Elles étudient grâce à des bourses: ce sont mes championnes. J'attends qu'elles soient complètement hors de la coquille. Quand ma petite aura 25 ans, je prendrai des risques. Pour l'instant, j'ai encore des poursuites aux impôts qui m'empêchent de lancer ma propre affaire. Actuellement, moins j'ai d'argent, plus je suis content. Cela évite les tentations inutiles. Je n'ai besoin de rien, sauf d'un boulot. Dans ce sens, le projet de Caritas me plaît. Notamment l'idée que les employeurs s'adaptent à vos compétences pour créer des emplois. Il m'a redonné de l'espoir, car je les ai souvent proposées, mais on ne m'écoute plus.»



CHRISTIAN

59 ans, au chômage depuis trois ans

«J'ai plus de vingt-cinq métiers à mon actif. J'aurais voulu être bûcheron, mais cela n'a pas été possible. Après une formation d'imprimeur typographe, j'ai eu un parcours professionnel mouvementé. Soit il n'y avait plus de boulot, soit c'est la santé qui défaillait. Je suis une sorte d'électron libre, un peu asocial parfois, mais partout où je suis allé, je me suis adapté. Je suis resté treize ans dans ma dernière entreprise comme aide-décolleteur. Puis j'ai commencé à avoir des vertiges, à faire de l'arythmie. J'ai dû me faire poser un pacemaker en 2009. J'ai aussi eu deux pneumothorax, un en 2013, l'autre en 2017. J'ai eu plusieurs interventions chirurgicales en deux ans. A ma dernière opération, j'ai voulu faire des directives anticipées. C'est assez effrayant et moralement dur à supporter quand on traverse tout cela seul. Je suis célibataire, mes parents sont décédés et ma sœur habite au Canada.

Depuis, j'ai toujours l'angoisse que ça recommence. Le stress survient rapidement. Je suis d'ailleurs suivi psychologiquement. J'aimerais pouvoir travailler jusqu'à ma retraite, mais je suis vite fatigué. De plus, j'ai du diabète. J'essaie de trouver une activité adaptée comme me l'a conseillé l'A.I. qui n'a pas voulu entrer en matière sur mon cas. Cela fait deux ans que je réfléchis à un emploi possible pour moi. Mon rêve aurait été d'être pilote de drone, mais la formation coûte cher et ma santé précaire est un obstacle supplémentaire. J'ai commencé à travailler aux Ateliers Propul's chez Caritas Jura. J'aimerais participer à leur nouveau projet pour démontrer que c'est possible de pouvoir choisir son activité et de ne plus être sous-estimé pour ce que l'on fait.»

La solidarité, un vaccin contre la crise

Se sentir utile. Être dans l'action. Épauler des collègues. Être solidaire. De bons remèdes pour lutter contre l'angoisse suscitée par la traversée d'une période tourmentée, qu'elle soit collective ou individuelle. Ce genre de médicament devrait être à la portée de tous, mais il ne l'est pas pour près de 10 000 chômeurs de très longue durée en Suisse romande. Sans travail depuis des années, ils sont devenus plus fragiles tant psychologiquement qu'économiquement. Une injustice dénoncée par les Caritas de Suisse romande qui veulent innover dans le domaine de l'insertion en proposant un modèle pour créer des jobs à la mesure des personnes en

recherche d'emploi depuis trop longtemps. L'initiative est particulièrement prometteuse, en ces temps difficiles où, parmi les plus vulnérables, figurent les chômeurs de très longue durée. Soumis à rude épreuve, ils sont les grands oubliés d'un système où l'âge, l'origine, le sexe, la formation ou le handicap peuvent être des critères excluants. Avec l'arrivée sur le marché de l'emploi de nombreux chômeurs issus de la crise sanitaire, leur situation pourrait encore se péjorer. Si le projet «Cantons zéro chômeur de très longue durée» des Caritas romandes (lire pages 6 à 12) passe la rampe auprès des instances politiques et d'autres organisations caritatives,



l'espoir de retrouver un travail stable pourrait renaître et, par voie de conséquence, l'envie et les moyens de réintégrer une société qui avait négligé la valeur intrinsèque de leurs compétences.

Corinne Jaquiéry, rédactrice en chef

Almanach social 2020: l'empathie plutôt que l'arbitraire

Alors que les Caritas de Suisse romande plangent sur un projet visant à transformer les coûts de l'aide sociale en salaires destinés à créer ou à soutenir des emplois, Caritas Suisse alerte sur l'évolution négative de l'aide sociale.

Texte Caritas Suisse/Corinne Jaquiéry

L'aide sociale répond aujourd'hui à de nombreux risques qui ne sont couverts par aucune assurance. Parallèlement, elle fait face à toutes sortes de pressions d'économies. Le rôle essentiel de l'aide sociale, et les défis qu'elle doit continuer à relever, c'est le thème dont débattent dix-huit autrices et auteurs, experts dans leur domaine, dans l'Almanach social de Caritas paru en début d'année 2020.

L'ouvrage ne traite pas seulement des propositions de réforme possible et d'un meilleur ancrage de l'aide sociale dans le système de sécurité sociale. Il veut également faire prendre conscience du fait que la perception de l'instrument «aide sociale» est trop imprégnée de l'idéologie qui consiste à tenir l'individu pour responsable de son échec, et qui ignore par-là les facteurs structurels de la pauvreté – l'origine, la situation financière ou le capital social de la personne concernée.

L'aide sociale assure aujourd'hui la subsistance de 275 000 personnes en Suisse, mais ces 20 dernières années, le forfait

pour l'entretien a déjà diminué à de nombreuses reprises sous les attaques de ceux qui affirment qu'il suffit de travailler, ignorant les réalités du marché de l'emploi, qui ne permet pas aux personnes peu ou pas qualifiées de réintégrer le marché. C'est également faire fi du fait qu'un tiers des bénéficiaires de l'aide sociale sont des enfants.

De plus, un quart des bénéficiaires de l'aide sociale sont des working poor, c'est-à-dire des personnes en sous-emploi qui ne gagnent pas assez pour vivre.

Selon les conclusions de l'Almanach, il faut mettre un terme à cette évolution et concevoir le système de sécurité sociale pour que cette dernière réponde mieux aux nouveaux risques de pauvreté liés à l'évolution de la société et de l'économie, par exemple aux conditions de travail précaires, aux conséquences d'un divorce ou au risque lié au statut de famille monoparentale. Par le biais de cet ouvrage, Caritas Suisse invite la Confédération, les Cantons, les Communes et l'économie à mettre en place une stratégie nationale de lutte contre la pauvreté dans laquelle l'aide sociale jouerait un rôle central.

L'Almanach social 2020:

«*Quand l'aide sociale évoluera*», peut être commandé sous: info@caritas.ch ou www.caritas.ch/shop



«Le premier remède inventé par l'homme fut la caresse»

L'auteur lausannois convoque la marge sous toutes ses formes. En rebelle prolifique, il écrit des romans, des scénarios ou des pièces de théâtre et pratique la performance littéraire scénique.

«C'est un privilège et une malédiction à la fois, d'être là, ici et maintenant. Je trouve que la responsabilité expressive est immense. Je ne suis pas un lanceur d'alerte, mais j'aime faire advenir des subjectivités douloureuses qui n'ont pas trouvé leurs formes artistiques ou théâtrales. J'aime faire entendre les plaintes. Essayer de mettre au jour leur vrai moteur. Faire entendre notre petite chose, nos aveuglements de privilégiés, mais dire aussi les Inuits, les Apaches, les seniors, les paysans ou les chômeurs de longue durée. Le problème des chômeurs, c'est qu'ils n'ont pas de représentation politique. Les travailleurs ont existé, existent encore, mais les chômeurs n'ont jamais existé, ou alors pour être contrôlés.

Je suis révolté contre la cruauté d'un système qui veut permettre de tracer des bénéficiaires de l'aide sociale avec un GPS. J'ai souvent le sentiment qu'en Suisse on confond sécurité et bonheur, comme si l'un entraînait l'autre de manière automatique. C'est ce que je me dis quand je rentre de Bosnie – un pays martyr qui se considère néanmoins, et avec fierté, comme la *joke factory** de l'Europe – ou du Kosovo, des régions que je fréquente régulièrement. Un ami réfugié des guerres de l'ex-Yougoslavie me disait, mais sans amertume aucune: «Dieu vous a donné l'argent, mais il vous a retiré la joie de vivre.»

C'est vrai qu'on peut se dire cela, parfois, après un long séjour ailleurs. Et que cette richesse matérielle dont nous bénéficions, enfin, pas tous, on la paie extrêmement cher. Je vis dans un milieu où c'est tout juste s'il ne faut pas faire un Doodle pour trouver le temps de boire un café avec un ami ou une amie – juste comme ça, pas pour discuter d'un projet ou d'un boulot. C'est effrayant. Et puis, on peut se demander si on est vraiment en bien meilleure santé

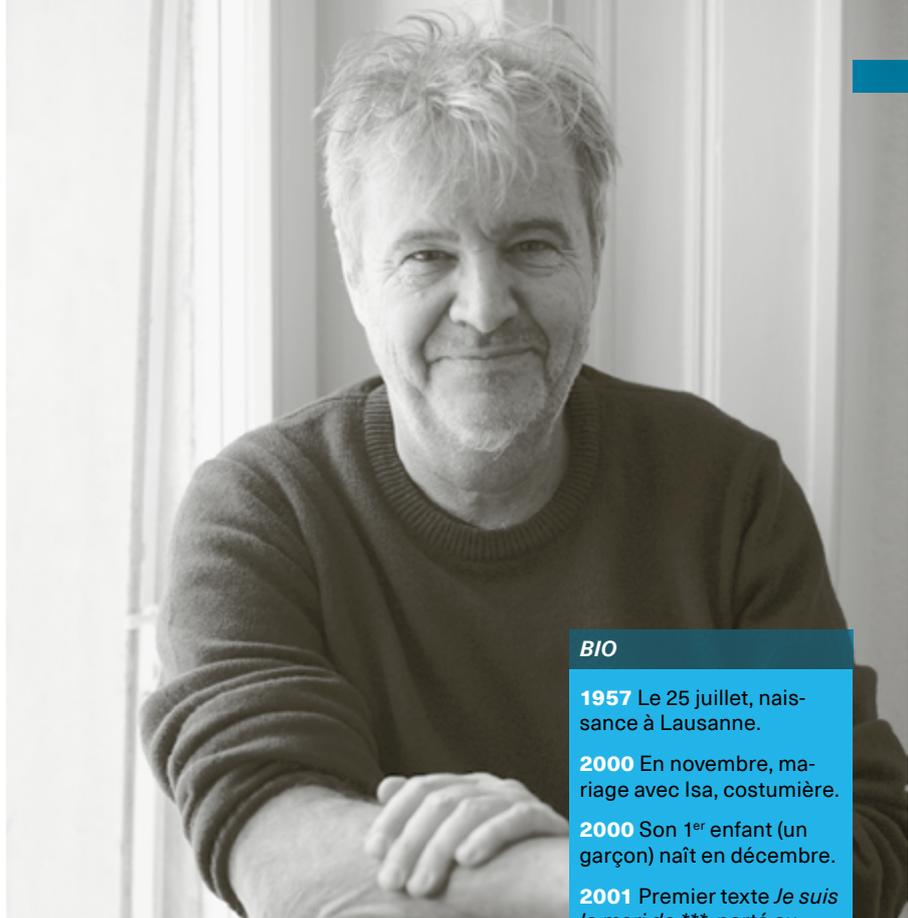
que les plus pauvres que nous parce que nos dents sont blanches et bien alignées. Nous sommes de plus si abondamment pourvus en services de toutes sortes que nous ne savons plus ce qu'est l'entraide. Demander au voisin s'il a un bout de beurre à vous donner peut se révéler difficile dans certains immeubles. En Géorgie, où j'ai travaillé, les voisins doivent se cotiser pour payer l'opération d'un des leurs. Il est bon de se rappeler avec Boris Cyrulnik que le premier remède inventé par l'homme fut la caresse.

Nous vivons une crise énorme qui bouleverse totalement notre mode de vie et porte l'incertitude sur tous nos scénarios, et sur nos existences mêmes. On verra comment nous en ressortirons. Quand je vois comment les économistes ne réfléchissent qu'en termes de redémarrage de la vieille machine – avec nécessité impérieuse de compenser tout ce que nous n'aurons pas consommé durant ces semaines de confinement –, la révolte vient s'ajouter en moi à l'anxiété de perdre des proches ou de devenir à moitié gaga dans mon appartement...

Cependant, j'ai toujours un appétit pour le monde. Je cherche à faire de l'expérience de la vie, une expérience riche. A être solidaire en action. Récemment, en Bosnie, j'ai réalisé un documentaire qui raconte comment deux enseignants à la retraite cherchent à retrouver les élèves qu'ils avaient en classe avant le conflit yougoslave. Je fais également des lectures en musique. Oui, j'aime bien faire entendre ce qui est sourd, et avec humour aussi. ■

Lire:

Au revoir, Giuseppe Merrone éditeur 2019; *Country* (2016) et *Adieu aux bêtes* (2017), Editions d'autre part et *En attendant la grippe aviaire et autres pièces*, Campiche, 2006.



BIO

1957 Le 25 juillet, naissance à Lausanne.

2000 En novembre, mariage avec Isa, costumière.

2000 Son 1^{er} enfant (un garçon) naît en décembre.

2001 Premier texte *Je suis le mari de ****, porté au théâtre par le metteur en scène Denis Maillefer au Théâtre du Poche à Genève.

2004 Naissance de son 2^e enfant (un garçon).

2005 *Les Survivants*, le témoignage sur scène de quatorze rescapés du génocide de Srebrenica au Théâtre Saint-Gervais à Genève.

2006 *En attendant la grippe aviaire*, un écrit visionnaire sur nos peurs, quinze ans avant l'arrivée du coronavirus.

2012 Le film *L'Enfant d'en haut* coécrit avec Ursula Meier obtient l'Ours d'argent à la Berlinale. Egalement coscénariste du film *Home*.

2013 Prix culturel vaudois (littérature).

2016 Prix d'honneur des Journées de Soleure pour son travail de scénariste.

2019 *Au revoir*, un livre et un monologue sur l'adieu d'un père à ses enfants qui partent s'établir sur Mars, quittant une Terre en déliquescence. Son incarnation par le comédien Mathieu Amalric est à écouter sur France Culture.

<https://www.france-culture.fr/emissions/fictions-theatre-et-cie/au-revoir-de-antoine-jaccoud>

Caritas Fribourg aux côtés des personnes vulnérables, malgré le coronavirus

Afin de respecter les directives émises tant par la Confédération que le Canton, Caritas Fribourg s'adapte à la situation d'urgence, aux côtés des plus démunis, parmi les Fribourgeoises et des Fribourgeois.

Il est essentiel de garder le contact avec les personnes en situation de précarité dans un tel moment de crise. Les collaboratrices de Caritas Fribourg assurent le suivi des situations par le biais d'entretiens téléphoniques, cela afin d'éviter que les problématiques ne se péjorent davantage.

La permanence d'orientation et d'aide d'urgence est maintenue, moyennant un dispositif respectant les normes de sécurité requises. Toute personne en difficulté peut se rendre dans nos bureaux pour une aide alimentaire d'urgence ou obtenir conseil et soutien.

Une assistante sociale évalue chaque situation et oriente la personne vers les prestations qui lui sont nécessaires. Et, grâce à la Chaîne du Bonheur qui a entamé une campagne de recherche de fonds, nous pourrions accorder des aides financières complémentaires, si nécessaire.

Ce terrible virus s'est abattu sur notre pays, grippant non seulement les êtres humains, mais tous les rouages de l'économie. A la peur d'être contaminé par cette redoutable maladie, s'ajoute l'angoisse des lendemains incertains: quel est le risque de perdre son emploi? Comment vivre avec les revenus du chômage, alors que les revenus habituels ne suffisent pas? Est-ce que je vais pouvoir sauvegarder mon entreprise?

Nombreux sont ceux qui se posent ces questions, mais il faut reconnaître que, pour les personnes qui vivent durablement à la limite des normes de l'aide sociale, la situation est devenue insupportable.

A Fribourg, plusieurs familles sont aux limites de la survie.

Les situations extrêmement difficiles de trois personnes en témoignent:

Angela vit en situation illégale en Suisse depuis cinq ans. Elle élève seule ses deux enfants en bas âge, tous les deux nés en Suisse. Son compagnon, lui aussi en situation illégale, vit par période avec elle. En ce moment, il est absent.

En raison des prescriptions en vigueur, Angela a dû cesser son activité professionnelle. Elle est sans revenu, sans recours à aucune aide officielle. Retourner au pays? Impossible en raison de la limitation des déplacements. Sa situation est sans issue. Elle est aidée pour l'accès à la nourriture. Une association se charge de payer ses primes d'assurance maladie.

- Grâce à la récolte de fonds de la Chaîne du Bonheur, Caritas Fribourg va pouvoir prendre en charge le loyer d'avril. Les associations intervenant en faveur d'Angela restent en contact avec elle, afin de trouver des solutions pour le futur.

Béatrice est mère de deux enfants qu'elle a élevés seule. A force de courage et de persévérance, elle a réussi à trouver un emploi qui lui permet de s'assumer et ne plus avoir recours à l'aide sociale. Sa situation financière étant stabilisée, elle a même obtenu que son compagnon, père de son deuxième enfant, décroche un permis de séjour et puisse ainsi partager la vie de la famille en Suisse. Mais, à peine est-il arrivé en Suisse que tout s'écroule! Impossible d'obtenir le permis de séjour, car les bureaux sont fermés et il faut encore faire l'empreinte biométrique. La promesse d'embauche est suspendue, faute de permis de séjour mais aussi en raison de l'arrêt imposé de toute activité. Béatrice doit assumer une personne de plus, et cela devient très compliqué. Recourir à l'aide sociale serait possible, mais cela mettrait en danger l'obtention du permis de séjour. C'est l'impasse!

- Caritas Fribourg a soutenu Béatrice en octroyant une aide alimentaire d'urgence pour un mois. Reste à espérer que, le mois prochain, son compagnon aura pu obtenir son permis de séjour et que son emploi pourra commencer.

Clément a travaillé dur, l'année dernière, pour ouvrir son entreprise. Il a réussi à se faire une place, mais ne dégage qu'un faible revenu. Heureusement, le salaire de son épouse permet de faire vivre toute la famille. Clément a dû cesser son activité professionnelle à la suite des consignes fédérales. Il a présenté une demande d'indemnisation, mais, étant donné que son revenu annuel est très faible, il ne touche que très peu d'allocations pour perte de gain. C'est la panique! Comment payer le loyer commercial? Les charges liées à l'emprunt bancaire qui a permis de démarrer l'activité? Va-t-il pouvoir sauver son entreprise?

- Lors d'un entretien téléphonique, l'assistante sociale de Caritas Fribourg lui a donné quelques conseils afin de négocier un accord avec le propriétaire du local commercial et pour solliciter un prêt sans intérêt. Elle reste en contact avec Clément, afin de voir comment évolue la situation, et si une aide est possible en faveur de la famille.

Caritas Freiburg ist trotz Coronavirus für die schutzbedürftigsten Personen da

Um den vom Bund und Kanton erlassenen Richtlinien gerecht zu werden, passt sich Caritas Freiburg der aktuellen Notsituation an und steht den am stärksten benachteiligten Freiburgerinnen und Freiburgern aktiv zur Seite.

In einer solchen Krisenzeit ist es wichtig, mit Menschen die in prekären Verhältnissen leben, in Kontakt zu bleiben. Die Mitarbeiterinnen von Caritas Freiburg gewährleisten daher durch Telefongespräche die Betreuung der verschiedenen Lebenssituationen und verhindern so, dass diese sich verschlechtern.

Der Empfang für die Orientierungs- und Nothilfe bleibt dank diverser Massnahmen, die den erforderlichen Sicherheitsstandards entsprechen, bestehen. Alle Personen, die sich in Schwierigkeiten befinden, können in unserem Büro vorbeikommen, um Nothilfe für Lebensmittel zu beantragen oder um Rat und Unterstützung zu erhalten.

Eine Sozialarbeiterin analysiert jede einzelne Situation und vermittelt die Personen an die für sie jeweils nötigen Dienstleistungen weiter. Dank der Glückskette, die eine Spendenaktion gestartet hat, können wir wenn nötig zusätzliche finanzielle Hilfe gewähren.

Dieser schreckliche Virus hat unser Land hart getroffen und nicht nur die Menschen, sondern auch alle Teile der Wirtschaft erfasst. Neben der Angst vor einer Ansteckung wächst auch die Sorge um eine ungewisse Zukunft: Wie gross ist das Risiko seine Stelle zu verlieren? Wie kommt man mit dem Arbeitslosengeld zurecht, wenn schon das übliche Einkommen nicht reicht? Werde ich in der Lage sein, mein Unternehmen zu retten?

Viele Menschen stellen sich diese Fragen. Für diejenigen, die ständig an der Grenze der Sozialhilfestandards leben müssen, ist die Situation jedoch nicht mehr tragbar.

In Freiburg kämpfen mehrere Familien ums Überleben.

Davon zeugen die schwierigen Lebenssituationen der folgenden drei Personen:

Angela lebt seit 5 Jahren illegal in der Schweiz. Sie ist alleinerziehende Mutter von zwei Kleinkindern, die beide in der Schweiz geboren sind. Ihr Partner hält sich ebenfalls illegal in der Schweiz auf und wohnt zeitweise bei ihr. Im Moment ist er jedoch nicht da.

Aufgrund der geltenden Vorschriften musste Angela ihre berufliche Aktivität aufgeben. Sie hat kein Einkommen mehr und kann auch nicht auf eine offizielle Hilfe zurückgreifen. Zurückkehren in ihr Land? Auch das ist wegen der Reiseeinschränkungen nicht möglich. Ihre Lage ist aussichtslos. Sie bekommt Hilfe, um Nahrungsmittel zu besorgen. Ein Verband übernimmt zudem die Zahlung ihrer Krankenversicherungsprämien.

- Dank der Spendenaktion der Glückskette, kann Caritas Freiburg Angelas Miete für den Monat April bezahlen. Die Verbände, welche sich um Angela kümmern, bleiben mit ihr in Kontakt, um auch in Zukunft Lösungen zu finden.

Béatrice ist Mutter von zwei Kindern, die sie alleine aufgezogen hat. Mit viel Mut und Beharrlichkeit ist es ihr gelungen, eine Arbeit zu finden und ihr Leben unabhängig zu führen. Sie ist nicht mehr auf die Sozialhilfe angewiesen. Ihre finanzielle Situation hat sich stabilisiert und sie hat sogar erreicht, dass ihr Partner – der Vater ihres zweiten Kindes – eine Aufenthaltsbewilligung erhält und so am Familienleben in der Schweiz teilhaben kann. Aber kaum ist er in der Schweiz angekommen, da bricht das ganze System zusammen. Es ist unmöglich die Aufenthaltsbewilligung zu erhalten, denn die Büros sind geschlossen und der biometrische Fingerabdruck fehlt noch. Dem Versprechen für eine Anstellung kann aufgrund der fehlenden Aufenthaltsgenehmigung, aber auch wegen der Stilllegung der wirtschaftlichen Aktivitäten, nicht Folge geleistet werden. Béatrice muss somit für eine weitere Person aufkommen, die Situation ist sehr kompliziert. Sie könnte auf die Sozialhilfe zurückzugreifen, aber das würde den Erhalt der Aufenthaltsbewilligung gefährden. Es gibt keinen Ausweg!

- Caritas Freiburg unterstützte Béatrice, indem sie einen Monat lang Nothilfe für Lebensmittel leistete. Es bleibt zu hoffen, dass ihr Partner nächsten Monat seine Aufenthaltsgenehmigung erhält und er seine Stelle antreten kann.

Clément hat letztes Jahr hart gearbeitet, um sein Unternehmen zu eröffnen. Er ist auf gutem Weg mit seiner Aktivität, verdient aber noch sehr wenig. Zum Glück kann die ganze Familie mit dem Gehalt seiner Frau leben. Clément musste seine berufliche Tätigkeit aufgrund der Anweisungen des Bundes einstellen. Er hat einen Entschädigungsanspruch geltend gemacht, aber da sein Jahreseinkommen sehr gering ist, erhält er auch nur sehr wenig Erwerbsersatz. Clément ist verzweifelt! Wie soll er die Geschäftsmiete bezahlen? Und die Gebühren in Zusammenhang mit dem Bankkredit, welcher es ihm ermöglicht hat, seine Aktivität aufzubauen? Wird er sein Unternehmen retten können?

- Die Sozialarbeiterin von Caritas Freiburg hat Clément beim Telefongespräch ein paar Ratschläge gegeben. Sie sollen ihm helfen, mit dem Inhaber des Geschäftslokales eine Vereinbarung auszuhandeln und ein zinsloses Darlehen zu beantragen. Sie bleibt mit Clément in Kontakt, um zu beobachten, wie sich die Situation entwickelt und abzuklären, ob es möglich ist, der Familie finanzielle Hilfe zu leisten.

Task Force

Le Service de l'action sociale du canton de Fribourg (SASoc) a mis en place une Task Force concernant les accueils d'urgence sociale (TAUS) et Caritas Fribourg en fait partie.

Cette Task Force coordonne toutes les activités en lien avec les usager·ère·s «bas seuils» afin d'éviter que des personnes puissent passer entre les mailles du filet social durant cette période de pandémie. Les différents acteurs du canton de Fribourg coordonnent ainsi leur action lors d'une conférence téléphonique régulière. Les informations en lien avec l'Organe de Contrôle Cantonal sont synthétisées, les achats de matériel de sécurité sont mutualisés et les nouvelles situations sont discutées.

Task Force

Das Kantonale Sozialamt (KAS) von Freiburg hat eine Task Force für den Empfang sozialer Notfälle (TESN) aufgesetzt, zu der auch Caritas Freiburg gehört.

Diese Task Force koordiniert alle Aktivitäten, welche die niederschwellige-nutzer betreffen. Sie wollen so verhindern, dass Menschen in dieser Pandemie-Zeit durch die Maschen des sozialen Netzes fallen. Die verschiedenen Akteure des Kantons Freiburg koordinieren ihr Vorgehen im Rahmen einer regelmässigen Telefon-Konferenz. Die Informationen in Zusammenhang mit dem Kantonalen Kontrollorgan werden zusammengefasst und aufbereitet, die Anschaffungen von Sicherheitsausrüstungen werden gebündelt und neue Situationen werden diskutiert.

Le chômage de longue durée n'est pas une fatalité

Texte: Corinne Jaquéry

Créer des emplois inclusifs pour les chômeurs de longue durée et les salariés grâce à l'aide sociale, à Fribourg, la démarche trouve un écho auprès de Patrick Mayor, entrepreneur et président de Caritas Fribourg, et auprès des personnes concernées.

«Travailler avec les entreprises privées, et pas uniquement avec des entreprises sociales, me semble essentiel pour le projet «cantons zéro chômeurs de longue durée», initié par les Caritas de Suisse romande», relève Patrick Mayor (*lire notre dossier au début du magazine*). Le président de Caritas Fribourg, qui préside également la Corporation ecclésiastique cantonale (CEC) du canton de Fribourg, soutient le projet romand qui vise à lutter contre l'exclusion du marché du travail en adaptant l'offre à la demande, et pas l'inverse. Le but est de s'appuyer sur les compétences innées ou acquises des personnes pour créer ou adapter un emploi. «Prendre le risque d'engager une personne qui ne correspond pas tout à

fait au profil demandé, c'est aussi risquer d'être agréablement surpris.»

Ingénieur en microtechnique, Patrick Mayor a été cofondateur de Jet-Solutions, une entreprise privée, spécialisée dans le transport des poudres et des liquides pour les industries chimiques et alimentaires. Après avoir vendu sa société, il est aujourd'hui consultant en management pour plusieurs start-up et divers organismes. Il a donc une volonté entrepreneuriale, tout en étant sensible à la solidarité humaine.

«J'ai toujours eu le souci de l'autre. En tant que patron, c'est ce qui m'a toujours guidé. Pour moi, une entreprise est avant tout une somme de personnes. Si l'on n'en tient pas compte, l'entreprise ne peut pas se développer correctement. Résoudre un problème technique est plus facile que de régler un problème humain. Les ressources humaines sont un domaine particulièrement complexe à gérer.»

Concrètement, cet ancien patron a su ouvrir son entreprise à la différence et aux personnes cabossées par la vie, en misant sur leur potentiel. «C'est pour cela qu'il est important d'être ouvert à tout type d'employé. Je demandais toujours à voir les personnes qui ne correspondaient pas tout à fait au poste, mais que j'avais envie de *challenger*.»

Dans une PME, les employés doivent être assez flexibles. J'ai pu engager des chômeurs qui avaient un parcours particulier. C'est un risque, mais aussi une chance pour l'entreprise.»

Patrick Mayor a ainsi tenté sa chance avec une dizaine de personnes, durant son parcours d'employeur. Pour plus de la moitié d'entre eux, tout s'est très bien passé, alors que le projet des Caritas romandes affirme que, si trois personnes sur dix arrivent à retrouver une place sur le marché du travail, le gain, pour l'aide sociale, est toujours plus grand que si elles n'avaient pas du tout travaillé.

«Un patron qui amène des personnes fragiles dans l'entreprise prend le risque que les autres employés pensent qu'ils doivent compenser et travailler plus. Quand ils réalisent que si, eux aussi, un jour, se montrent plus fragiles, ils ont l'assurance que ce patron qui intègre des personnes en difficulté sera capable de les comprendre, ils se montrent alors plus enthousiastes.»

Pour Patrick Mayor, engager quelqu'un qui n'avait plus de travail depuis longtemps fait émerger, chez cette personne, une motivation hors du commun. «On prend des bourgeons, certains fleurissent, les autres non, mais, pour ceux qui fleurissent, le bénéfice est énorme. Pour lui, pour le patron et pour l'entreprise. Il faut valoriser cet apport exceptionnel.» ■



Langzeitarbeitslosigkeit ist keine Fatalität

Die Schaffung von integrativen Arbeitsplätzen für Langzeitarbeitslose und deren Entlohnung über die Freiburger Sozialhilfe, findet bei Patrick Mayor - Unternehmer und Präsident der Caritas Freiburg - sowie auch bei den Betroffenen Anklang.

“Für das Projekt ‘Kantone mit null Langzeitarbeitslosen’, welches von den Westschweizer Caritas-Organisationen eingeführt wurde, scheint es mir entscheidend, nicht nur mit sozialen Unternehmen sondern auch mit privaten Unternehmen zusammen zu arbeiten.,” kommentiert Patrick Mayor (siehe unser Dossier am Anfang des Magazines). Der Präsident von Caritas Freiburg, ebenfalls Vorsitzender der katholisch kirchlichen Körperschaft des Kantons Freiburg, unterstützt das Westschweizer Projekt, das Ausgrenzungen im Arbeitsmarkt bekämpft, indem man das Angebot an die Nachfrage anpasst und nicht umgekehrt. Dabei geht es darum, sich auf die angeborenen oder erworbenen Fähigkeiten der Personen abzustützen, um eine Arbeitsstelle zu schaffen oder sie anzupassen. “Wer das Risiko eingeht, jemanden einzustellen, der nicht ganz dem Stellenprofil entspricht, riskiert auch angenehm überrascht zu werden.,”

Patrick Mayor, Ingenieur in Mikrotechnik, war Mitbegründer von JetSolutions, einem Privatunternehmen, das auf den Transport von Pulver und Flüssigkeiten für die Chemie- und Lebensmittelindustrie spezialisiert ist. Nach dem Verkauf seines Unternehmens ist er nun als Managementberater für mehrere Startups und verschiedene Organisationen tätig. Er hat somit einen soliden unternehmerischen Hintergrund und hegt eine grosse Sensibilität für menschliche Solidarität.

“Ich habe mich schon immer gerne um andere gekümmert. Das war auch meine Priorität als Chef. Ein Unternehmen ist für mich in erster Linie eine Gemeinschaft von Menschen. Wenn man diese menschliche Komponente nicht miteinberechnet, kann sich das Unternehmen auch nicht richtig entwickeln. Ein technisches Problem zu lösen, ist weit einfacher, als die Lösung eines menschlichen Problems. Das Management der Personalabteilung ist daher besonders komplex.,”

Der ehemalige Chef hat konkret gehandelt und in seiner Firma auf das Potential von Personen gesetzt, die anders sind und eine schwierige Lebensgeschichte haben. “Es ist wichtig, für alle Mitarbeiterprofile offen zu sein. Ich wollte immer die Personen zum Vorstellungsgespräch treffen, welche nicht ganz in den Job passten, ich aber ‘herausfordern’, wollte. In einem KMU müssen die Mitarbeiter sehr flexibel sein. Ich hatte die Möglichkeit, Arbeitslose mit einem speziellen Hintergrund einzustellen. Es ist ein Risiko, aber auch eine Chance für das Unternehmen.,”

Während seiner Karriere als Arbeitgeber versuchte Patrick Mayor sein Glück mit einem Dutzend Personen. Für mehr als die Hälfte von ihnen lief alles sehr gut. Das Westschweizer Caritas-Projekt besagt, dass wenn auch nur 3 von 10 Personen einen Platz auf dem Arbeitsmarkt finden, der Gewinn für die Sozialhilfe noch immer größer ist, als wenn sie gar nicht gearbeitet hätten.

“Ein Chef, der labile Menschen in das Unternehmen bringt, geht das Risiko ein, dass die restlichen Mitarbeiter meinen, sie müssten kompensieren und mehr arbeiten. Wird ihnen jedoch bewusst, dass ein Chef, der Menschen in Schwierigkeiten hilft und eingliedert, auch für sie Verständnis haben wird, wenn sie einmal durch eine schwierige Phase gehen, dann sind sie begeistert.,”

Patrick Mayors Erfahrung hat es gezeigt: Stellt man jemanden ein, der lange Zeit arbeitslos war, dann verfügt diese Person meist über eine aussergewöhnlich starke Motivation. “Es ist wie mit Blütenknospen: Manche blühen auf, andere nicht. Für diejenigen, die aufblühen, ist der Profit enorm. Für sie selbst, für den Chef und für das Unternehmen. Man muss dieses unglaubliche Potential aufwerten.,” ■



Ianko Palachev, 56 ans, en emploi, après un chômage de longue durée

Ingénieur en matériaux et docteur en sciences techniques en Bulgarie, détenteur d'un post-doctorat à l'EPFL (Ecole polytechnique fédérale de Lausanne), Ianko Palachev ne manque pas de qualifications haut de gamme. Cela ne l'a pas empêché de se retrouver subitement au chômage après quinze ans d'activité dans la même entreprise. «J'étais responsable du laboratoire de production. Ma société a décidé de la délocaliser en France. Elle n'avait aucun intérêt à poursuivre notre collaboration.»

A 50 ans, l'ingénieur devenu spécialiste en bois collé, alors que ce n'était pas son domaine d'expertise, se retrouve à l'ORP (Office régional de placement) où on ne pourra pas faire grand-chose pour lui. «Il y avait trois sources de difficulté: mon âge, mon expérience dans la technologie du bois qui ne correspondait pas à mes diplômes et peut-être mon origine étrangère. J'ai néanmoins pu avoir accès à une formation de chef de projet et à des cours d'allemand.»

Déterminé à ne pas perdre son temps pendant sa période de chômage, Ianko Palachev se tient informé par internet sur ce qui se passe dans le domaine du bois dans lequel il travaillait. C'est ainsi qu'il tombe sur une offre de l'Ecole d'ingénieurs d'Yverdon qui cherche un chargé de cours en gestion de la qualité. «J'ai d'abord appris sur le tas en tant que responsable de laboratoire. Puis, je me suis formé et j'ai obtenu un CAS (Certificate of Advanced Studies) en management environnemental et de la qualité. Ma candidature a été acceptée. J'ai passé plusieurs mois à préparer mon cours et cela m'a aidé à passer cette difficile période de chômage.»

Papa d'un garçon de 11 ans, il voit cependant venir avec anxiété la fin de son droit au chômage. Il n'est qu'à un mois de la fin quand il est enfin engagé par JetSolutions, l'entreprise à l'époque codirigée par Patrick Mayor. «En ce qui me concerne, le réseautage a été essentiel.

J'ai ainsi pu rencontrer Patrick Mayor qui m'a fait confiance pour me charger de la vérification de la qualité sur certains produits. Dans une vie, deux ou trois personnes croisées peuvent orienter favorablement votre destin.»

Cette rupture dans son parcours professionnel a changé le regard qu'il porte sur le monde. «Avant, j'étais «monsieur le spécialiste qui savait tout sur tout, qui pensait que, sans lui, rien n'était possible. Aujourd'hui, je suis un apprenti qui s'instruit chaque jour, écoute les autres avec attention, ne les juge pas et communique volontiers. C'est très positif même si je regrette d'avoir dû laisser de côté mes formations initiales. Je trouve cependant le projet «cantons zéro chômeur» intéressant, car il fait appel à des compétences qui ne sont pas forcément inscrites sur un diplôme.» ■

Ianko Palachev, 56 Jahre alt, erwerbstätig nach einer Langzeitarbeitslosigkeit

Materialwissenschaftler und Doktor in Technischen Wissenschaften in Bulgarien, Inhaber eines an der ETHL (Eidgenössische Technische Hochschule Lausanne) absolvierten Post-Doktorates: Ianko Palachev fehlt es nicht an Spitzenqualifikationen. Doch auch das hat nicht verhindert, dass er nach fünfzehn Jahren beruflicher Aktivität in der gleichen Firma unerwartet arbeitslos wurde. "Ich war Leiter des Produktionslabors. Die Firma hat entschieden, ihren Sitz nach Frankreich zu verlegen und hatte kein Interesse an der Fortsetzung unserer Zusammenarbeit.,,"

Im Alter von 50 Jahren befindet sich der Ingenieur, der zu einem Spezialisten für verleimtes Holz geworden ist, nun in der RAV (Regionale Arbeitsvermittlungsstelle), die für ihn nicht viel tun kann. "Bei meinem Profil waren die drei folgenden Punkte problematisch: mein Alter, meine Berufserfahrung in der Holztechnologie, die nicht zu meinen Diplomen passte und vielleicht auch meine ausländische Herkunft. Ich konnte dennoch eine Ausbildung als Projektleiter absolvieren und Deutschkurse besuchen.,,"

Fest entschlossen die Zeit während seiner Arbeitslosigkeit bestmöglich zu nutzen, hält sich Ianko Palachev via Internet über die Geschehnisse in der Holzindustrie, in der er tätig war, auf dem Laufenden. So stösst er auf eine Stellenanzeige der Ingenieurschule in Yverdon, wo sie einen Dozenten für Qualitätsmanagement suchen. "Zuerst wurde ich als Laborleiter eingearbeitet und danach habe ich eine Ausbildung und ein CAS (Certificate of Advanced Studies) in Umwelt- und Qualitätsmanagement absolviert und erhalten. Meine Bewerbung wurde dennoch angenommen und ich habe mehrere Monate damit verbracht, meinen Kurs vorzubereiten. Das hat mir geholfen, die schwierige Zeit der Arbeitslosigkeit zu überstehen.,,"

Als Vater eines 11-jährigen Jungen sah er dem Ende seines Anspruchs auf Arbeitslosentaggeld mit Angst entgegen. Nur einen Monat vor der Aussteuerung wird er dann von JetSolutions – das Unternehmen, welches damals von Patrick Mayor mitgeführt wird – engagiert. "Für mich war das Networking ausschlaggebend. So habe ich Patrick Mayor kennen gelernt. Er hat mir das nötige Vertrauen entgegengebracht und mir die Qualitätskontrollen bestimmter Produkte anvertraut. Im Laufe des Lebens kann die Begegnung mit zwei oder drei Personen ausreichen, um das Schicksal positiv zu beeinflussen.,,"

Dieser Umbruch in seiner beruflichen Laufbahn hat seinen Blick auf die Welt verändert. "Früher war ich ein Spezialist, jemand der alles wusste und dachte, dass ohne ihn nichts möglich ist. Heute bin ich ein Lehrling, der jeden Tag dazu lernt, anderen aufmerksam zuhört, nicht urteilt und sich gerne mit anderen austauscht. Das ist sehr positiv, auch wenn ich bedauere, dass ich meine ursprüngliche Ausbildung hinter mir lassen musste. Ich finde das Projekt "Kantone ohne Arbeitslosigkeit.,, interessant, weil es um Fähigkeiten geht, die nicht unbedingt in einem Diplom enthalten sind.,," ■



Rosalie*, 43 ans, en sous-emploi

A Fribourg, comme dans toute la Suisse romande, si le chômage de longue durée est une réalité grinçante, les «working poor» ou travailleurs pauvres sont une autre facette d'une économie à deux vitesses où, malgré leur fort engagement professionnel, certaines personnes sont en mode survie. Exemple avec Rosalie, arrivée en Suisse il y a plus de vingt ans, fuyant les conflits de son pays d'origine, l'Angola. Sans formation, elle travaille à environ 50%. Elle bénéficie d'un permis B pour une durée de cinq ans (résident de longue durée), mais ne peut pas obtenir le permis C (autorisation d'établissement) pour cause d'endettement.

«Grâce à une amie qui l'avait proposée à sa hiérarchie, j'aurais pu devenir aide-soignante et me former dans ce domaine – mon rêve – dans une clinique de la place à Fribourg. Le permis C était une condition préalable. J'ai vaine-

ment essayé de l'obtenir en expliquant ma situation, mais, à cause de mes dettes à l'Aide sociale, on me l'a refusé.» Pour Rosalie, c'est un cercle vicieux. Un travail mieux rémunéré lui permettrait de rembourser ses dettes, mais les exigences d'engagement intègrent souvent la détention d'un permis C.

Cette mère de famille, dont les trois enfants de 13, 15 et 21 ans sont nés en Suisse, se démène pour leur offrir une vie meilleure. Malgré tous ses efforts, elle ne parvient jamais à mettre le moindre sou de côté. «Mes enfants travaillent tous bien à l'école. Ce sont eux qui me procurent de la joie. Ils me font oublier ma propre enfance douloureuse. En revanche, j'ai toujours peur quand vient le moment de renouveler mon permis B.»

Rosalie pour laquelle la Suisse est son refuge et un pays qu'elle considère

comme le sien, espère que le projet des Caritas de Suisse romande pourrait l'aider à affirmer ses compétences et à se former dans un domaine. «Actuellement, je fais la plongée dans un restaurant. Je travaille selon les besoins de mon employeur. Je gagne entre 1800 et 2000 francs. Avec un loyer de 1356 francs, je ne m'en sors pas.» En sous-emploi, elle a eu recours à l'Aide sociale quelque temps, mais la progression de sa dette l'a amenée à renoncer à y faire appel. Encore aujourd'hui, l'Aide sociale fribourgeoise exige le remboursement des montants avancés, ce qui n'est plus le cas dans d'autres cantons, car cela renvoie souvent les personnes dans la précarité. Au bord des larmes, Rosalie rappelle qu'elle se bat depuis 2002 et que, à un peu plus de 40 ans, elle ressent une grande fatigue, ce qui n'enlève rien à son désir farouche de travailler à 100%. ■

D

Rosalie*, 43 Jahre alt, unterbeschäftigt

In Freiburg, wie auch in der gesamten Westschweiz, ist die Langzeitarbeitslosigkeit eine düstere Realität. Die «working poor», oder auch Niedriglohnarbeiter genannt, sind die andere Facette einer Zweistufen-Wirtschaft, wo sich Menschen beruflich stark einsetzen und sich finanziell dennoch kaum über Wasser halten können. Ein solches Beispiel ist Rosalie, die vor den Konflikten in ihrem Heimatland Angola geflohen ist und so vor mehr als zwanzig Jahren in die Schweiz kam. Sie hat keine Ausbildung und arbeitet ungefähr 50%. Rosalie verfügt über eine B-Aufenthaltsbewilligung für 5 Jahre (Langzeitaufenthalt), die C-Genehmigung (Niederlassungserlaubnis) bleibt ihr jedoch verwehrt, da sie verschuldet ist.

«Dank einer Freundin, die es ihrer Hierarchie vorgeschlagen hatte, hätte ich mich als Pflegeassistentin- mein Traum in einer örtlichen Klinik in Freiburg ausbilden lassen können. Die C-Bewilligung war jedoch eine der Voraussetzungen. Ich versuchte erfolglos, meine Situation zu

erklären und die Bewilligung zu erhalten, aber wegen meiner Schulden bei den Sozialbehörden wurde sie mir verweigert.,»

Für Rosalie ist es ein Teufelskreis. Eine besser bezahlte Arbeit würde es ihr ermöglichen, ihre Schulden zu begleichen, aber für eine Anstellung wird oft die C-Bewilligung verlangt.

Rosalie ist Mutter von drei Kindern - 13, 15 und 21 Jahre alt - die alle in der Schweiz geboren sind. Sie kämpft dafür, ihnen ein besseres Leben zu ermöglichen. Trotz all ihrer Bemühungen gelingt es ihr nicht, auch nur einen einzigen Rappen zu sparen. «Meine Kinder sind alle sehr fleissig in der Schule. Sie sind es, die mir Freude bereiten und mich meine eigene schmerzhaft Kindheit vergessen lassen. Ich habe immer Angst, wenn es um die Erneuerung meiner B-Aufenthaltsbewilligung geht.,»

Die Schweiz ist für Rosalie ihr Zufluchtsort und ein Land, das sie als ihr eigenes betrachtet. Sie hofft, dass das

Projekt der Westschweizer Caritas-Organisationen ihr dabei hilft, ihre Kompetenzen geltend zu machen und sich in einem Bereich auszubilden. «Zurzeit spüle ich in einem Restaurant das Geschirr. Ich arbeite auf Abruf, wenn mein Arbeitgeber mich benötigt. Ich verdiene zwischen 1800 und 2000 Franken. Mit einer Miete von 1356 Franken komme ich mit meinem Lohn nicht über die Runden.,» In Zeiten der Unterbeschäftigung musste sie für eine Weile auf die Sozialhilfe zurückgreifen. Da ihre Schulden so immer grösser wurden, hat sie schlussendlich darauf verzichtet. Die Freiburger Sozialhilfe verlangt auch heute noch die Rückzahlung der ausgezahlten Beträge, was in anderen Kantonen nicht mehr der Fall ist, denn die betroffenen Personen fallen so in die Prekarität zurück. Rosalie ist den Tränen nahe. Sie kämpft seit 2002 für ein besseres Leben und mit ihren kaum mehr als vierzig Jahren, verspürt sie eine grosse Müdigkeit, was ihrem heftigen Wunsch 100% zu arbeiten jedoch nichts anhaben kann. ■

Appels à votre soutien

Caritas Fribourg compte sur votre générosité pour donner un coup de pouce à des personnes ou à des familles en difficulté.

Appel n°5

Quand chaque centime compte!

Marie a 40 ans. Elle est maman de trois enfants. A la naissance du cadet, elle a cessé son activité dans les soins, car les horaires irréguliers étaient difficiles à concilier avec la vie de famille. Marie n'est pas restée sans rien faire. Elle a trouvé un petit emploi, proche de son domicile, qui lui permet de s'occuper un maximum de ses enfants. Cela lui assure un petit revenu en plus des pensions alimentaires qu'elle touche. Son compagnon, père du troisième enfant, est indépendant. Actuellement, il a dû diminuer son temps de travail en raison de problèmes de santé. Ses revenus diminuent également, ce qui oblige la famille à veiller à chaque dépense. Les loisirs sont rares et les factures inattendues viennent briser l'équilibre budgétaire si précaire. Une aide de **802 fr.** permettrait de payer les primes d'assurance maladie de toute la famille pour trois mois. Votre don apporterait un grand réconfort pour cette maman et sa famille.

Appel n°6

Ouvrir les portes pour un meilleur avenir

Kevin a 32 ans. Il a dû interrompre son travail en raison de douleurs dorsales intenses. Après une période de chômage, il a décidé d'entreprendre une nouvelle formation et, ainsi, de réaliser ce qui lui tenait à cœur. Il a commencé un apprentissage dans un nouveau domaine professionnel, dans lequel il s'épanouit pleinement. Cette formation lui permettra d'obtenir un statut professionnel plus stable et ouvrir de meilleures perspectives pour sa famille. Cependant, son revenu d'apprenti est faible et les ressources du couple ne suffisent pas à couvrir toutes les dépenses. Etant en formation, Kevin n'a pas droit à l'aide sociale ni aux allocations de chômage. Un soutien de **1122 fr.** permettrait de payer l'abonnement de bus pour les six prochains mois.

Appel n°7

Terminer sa formation professionnelle malgré tout

Alice a 21 ans. Ses parents ont des revenus très modestes et ne peuvent pas la soutenir dans son projet de formation professionnelle. Avec son revenu d'apprentie, elle doit assumer l'abonnement de train qui est indispensable pour se rendre sur son lieu de travail, sa prime d'assurance maladie et tous ses frais personnels. Alice a une santé fragile. Malgré cela, elle fait preuve de courage et tient absolument à terminer sa formation, gage d'un avenir plus confortable. Des frais maladie viennent grever un budget très serré. Alice négocie des arrangements et se retrouve régulièrement en difficulté pour assumer toutes ses charges. Un don de **305 fr.** lui permettrait de payer les primes d'assurance maladie pour les trois prochains mois.

Appel n°8

Assainissement des dettes grâce au déménagement dans un appartement moins cher

Silvia a 28 ans. Elle s'est endettée après une mise en ménage avec son compagnon. Son ami travaillait irrégulièrement et Silvia l'a soutenu en payant souvent sa partie de loyer ainsi que les frais du ménage. Il en a résulté un retard de paiement dans ses propres factures. C'était le début de son endettement. Quand elle a enfin eu la force de rompre, elle est restée dans l'appartement et devait donc continuer à assumer seule le loyer. Aujourd'hui, Silvia est en train de rembourser ses dettes en suivant un plan de désendettement très précis sur trois ans. Le budget est très serré. Des problèmes de santé et des frais médicaux élevés compliquent maintenant la situation de manière inattendue. Si elle veut pouvoir rembourser totalement ses dettes dans les années à venir, la seule solution serait de déménager dans un appartement moins cher. Les coûts liés au relogement sont impossibles à couvrir avec son budget actuel. Encore une fois, Silvia sent qu'elle ne peut attendre aucune aide de sa famille. Elle a besoin d'un soutien extérieur d'un montant total de **1500 fr.** pour pouvoir franchir cette étape qui est indispensable.

RÉSULTAT DES APPELS D'OCTOBRE 2019 / ERGEBNISSE DER SPENDEN OKTOBER 2019:

Situation n° 1:	Souhait / Wunsch	1700 fr.	Reçu / Erhalten	650 fr.
Situation n° 99:	Souhait / Wunsch	1500 fr.	Reçu / Erhalten	1500 fr.
Situation n° 3:	Souhait / Wunsch	1800 fr.	Reçu / Erhalten	500 fr.
Situation n° 4:	Souhait / Wunsch	600 fr.	Reçu / Erhalten	400 fr.

MERCI DE VOTRE GÉNÉROSITÉ

COMPTE 46-49491-6, IBAN CH 39 0900 0000 4604 9491 6, CARITAS FRIBOURG, SERVICE DE CONSULTATION SOCIALE, 1700 FRIBOURG

Un don, quel que soit son montant, permet à Caritas Fribourg de soutenir des personnes et des familles en difficulté. Mentionnez «Appel n°...» sur votre bulletin de versement et votre don sera intégralement versé à la situation présentée ou pour une situation similaire en cas de solde excédentaire.

Wir bitten Sie um Ihre Unterstützung

Caritas Freiburg ist auf Ihre Unterstützung angewiesen, damit unser Verein Einzelpersonen oder Familien helfen kann, die sich in Schwierigkeiten befinden.

Unterstützung

Nr. 5

«Wenn jeder Rappen zählt!»

Marie ist 40 Jahre alt. Sie ist Mutter von 3 Kindern. Nach der Geburt des jüngsten Kindes hat sie aufgehört, im Bereich der Pflege zu arbeiten, da die unregelmässigen Arbeitszeiten nur schwer mit dem Familienleben zu vereinbaren waren. Marie ist jedoch nicht einfach ohne Beschäftigung geblieben. Sie hat einen Job angenommen, der sich in der Nähe ihres Wohnortes befindet und es ihr erlaubt, sich so oft wie möglich um ihre Kinder zu kümmern. Zusätzlich zu den Unterhaltszahlungen die sie erhält, kann Marie so auf ein sicheres, wenn auch kleines Einkommen zählen. Ihr Partner - der Vater des dritten Kindes - ist selbstständig erwerbend. Wegen Gesundheitsproblemen musste er vorläufig sein Arbeitspensum reduzieren. Somit ist auch das Einkommen gesunken und die Familie muss auf jede einzelne Ausgabe achten. Freizeitaktivitäten sind selten und unvorhergesehene Rechnungen bringen schnell das labile Haushaltsbudget aus dem Gleichgewicht. Mit einem Zuschuss von **802 fr.** wären die Krankenkassenprämien für die ganze Familie für eine Dauer von drei Monaten gedeckt. Ihre Spende würde dieser Mutter und ihrer Familie Trost und Unterstützung bringen.

Unterstützung

Nr. 6

«Der besseren Zukunft die Türen öffnen»

Kevin ist 32 Jahre alt. Aufgrund intensiver Rückenschmerzen musste er aufhören zu arbeiten. Nachdem er eine gewisse Zeit arbeitslos war, hat er sich für eine neue Ausbildung entschieden und möchte so endlich seinen Traum erfüllen. Er hat eine Lehre in einem neuen beruflichen Sektor angefangen und blüht in seiner Tätigkeit völlig auf. Diese Ausbildung wird es ihm ermöglichen, beruflich eine gesicherte Position zu erlangen und seiner Familie bessere Perspektiven zu bieten. Doch zurzeit hat er als Lehrling ein bescheidenes Einkommen und die Ressourcen des Ehepaares reichen nicht aus, um alle Ausgaben zu decken. Da er in der Ausbildung ist, hat Kevin weder Anrecht auf Sozialhilfe noch auf Arbeitslosengeld. Eine Unterstützung in der Höhe von **1122 fr.** würde es ihm ermöglichen, sein Bus-Abonnement für die nächsten 6 Monate zu bezahlen.

Unterstützung

Nr. 7

«Die berufliche Ausbildung trotz allem abschliessen»

Alice ist 21 Jahre alt. Ihre Eltern verfügen über ein sehr bescheidenes Einkommen und können Alice und ihr Projekt der beruflichen Ausbildung nicht unterstützen. Mit ihrem Lehrlingslohn muss sie für das Zug-Abonnement, welches sie für ihren Arbeitsweg braucht, ihre Krankenkassenprämie und alle persönlichen Ausgaben aufkommen. Alice ist gesundheitlich fragil. Und dennoch zeigt sie viel Mut und ist fest entschlossen ihre Ausbildung - Garant für eine bessere Zukunft - zu beenden. Die zusätzlichen Gesundheitskosten belasten das schon sehr knappe Budget schwer. Alice findet Lösungen, indem sie verschiedene Vereinbarungen aushandelt. Trotz allem befindet sie sich regelmässig in finanziellen Schwierigkeiten, um alle Kosten zu decken. Mit einer Spende von **305 fr.** wäre die Krankenkassenprämie für die nächsten drei Monate bezahlt.

Unterstützung

Nr. 8

«Schuldensanierung dank Umzug in eine günstigere Wohnung»

Silvia ist 28 Jahre alt. Sie hat sich als junge Frau verschuldet, nachdem sie mit ihrem Freund zusammengezogen ist. Dieser arbeitete jedoch nur unregelmässig. Silvia wollte unterstützen, sie zahlte zum Teil den Mietanteil des Freundes, oft übernahm sie die gesamten Haushaltskosten. Dies mit dem Resultat, dass sie in Verzug kam mit ihren eigenen Rechnungen und sich zu verschulden begann. Als sie endlich die Kraft aufbrachte, auf die Trennung zu bestehen, blieb sie in der Wohnung zurück und hatte weiterhin alleine die Miete zu tragen. Silvia ist heute daran, ihre Schulden nach einem genauen Plan in drei Jahren zurückzuzahlen. Das Budget ist äusserst knapp. Gesundheitliche Schwierigkeiten und damit verbundene hohe Kosten erschweren die Situation nun unerwartet zusätzlich. Die einzige Lösung, um die Schulden in den kommenden Jahren fertig zurückzahlen zu können, ist der Umzug in einer günstigeren Wohnung. Die damit verbundenen Umzugskosten sind aber unmöglich aus dem laufenden Budget zu bestreiten. Wieder einmal spürt Silvia, dass sie keinerlei Hilfe von Seiten der Familie erwarten kann. Sie ist angewiesen auf Unterstützung von aussen in der Höhe von insgesamt **1500 fr.** um diesen äusserst notwendigen Schritt vollziehen zu können.

ADRESSES

Activités bénévoles dans les districts Freiwilligenarbeit in den bezirken

En Gruyère | Im Greyerz

Caritas Gruyère, rue de la Rieta 5 |
1630 Bulle | gruyere@caritas-fr.ch

Permanence et accueil, sans rendez-vous, chaque
lundi, de 15 h à 18 h, ou chaque jeudi, de 9 h à 12 h

Empfang und Nothilfe (ohne Voranmeldung) jeden
Montag von 15 bis 18 Uhr und jeden Donnerstag
von 9 bis 12 Uhr

Repas solidaires, sans rendez-vous, chaque lundi,
de 11 h 30 à 13 h

Solidarischer Mittagstisch jeden Montag von
11.30 bis 13 Uhr (ohne Voranmeldung)

Dans la Broye

Relais Caritas Notre-Dame de Tours

Aides d'urgence Cure de Tours
026 660 52 94

Aides d'urgence Saint-Aubin
026 677 11 66

Aides d'urgence Domdidier
026 675 23 43

Aides d'urgence Portalban
026 677 27 50

Aides d'urgence Mannens
079 235 02 21

En Veveyse

Accueil et aides d'urgence,
sur rendez-vous, au 079 780 89 90
Permanence d'accueil, écoute et aides
de proximité, sans rendez-vous
Chaque jeudi, de 14 h à 16 h |
veveyse@caritas-fr.ch
Salle Saint-Denis | Chemin de l'Eglise 38 |
1618 Châtel-Saint-Denis

En Sarine | Im SaaneBezirk

Repas solidaires, sans rendez-vous, plus d'infor-
mations sur www.caritas-fribourg.ch

Solidarischer Mittagstisch ohne Voranmeldung,
mehr Informationen unter: www.caritas-fribourg.ch

Accueil et aide d'urgence, sans rendez-vous,
chaque mardi, de 10 h à 12 h
Caritas Fribourg | Rue de Morat 8 |
1700 Fribourg

Empfang und Nothilfe Jeden Dienstag
von 10 bis 12 Uhr (ohne Voranmeldung)
Caritas Fribourg | Murtengasse 8 | 1700 Fribourg

Ecrivains publics, sur rendez-vous,
au 026 321 18 54

Unterstützung bei der Abfassung von
Schriftstücken Auf Voranmeldung unter
der Nummer 026 321 18 54

DANKE FÜR IHRE GROSSZÜGIGKEIT!

KONTO 46-49491-6, IBAN CH 39 0900 0000 4604 9491 6, CARITAS FREIBURG,
SOZIALBERATUNG, 1700 FREIBURG

Eine Spende - egal, wie hoch der Betrag ist - ermöglicht es Caritas Freiburg, Einzelpersonen und Familien zu unterstützen, die mit Problemen zu kämpfen haben. Erwähnen Sie „Unterstützung Nr.“ auf ihrem Einzahlungsschein, damit Ihre Spende vollumfänglich für die beschriebene oder eine ähnlich gelagerte Situation eingesetzt werden kann, falls die erforderliche Summe übertroffen werden sollte.

VOS DONS PAR SMS: AU 227, MOT CLÉ « MERCI 7.50 »

Exemple pour un don de
Fr. 7.50 (SMS sans frais)

Caritas Fribourg est au service des personnes qui dans notre canton vivent en situation de précarité sociale, financière et personnelle

Caritas Fribourg

– votre aide face aux difficultés



- ▶▶ Aide à la gestion de budget
- ▶▶ Consultation sociale sans rendez-vous mardi de 10h à 12h
- ▶▶ Consultation sociale et juridique
- ▶▶ Consultation pour personnes endettées
- ▶▶ SOS INFO DETTES 0800 708 708
- ▶▶ Service Diaconie 026 460 78 68
- ▶▶ Formation et prévention auprès des jeunes
- ▶▶ Ateliers thématiques communautaires
- ▶▶ Activités bénévoles dans les districts
- ▶▶ CarteCulture www.carteculture.ch/fribourg

**La proximité aide comme vos dons:
par SMS au 227, mot clé «MERCI 7,50»**

Exemple pour un don de CHF 7,50 (SMS sans frais)

CARITAS Fribourg
Freiburg

026 321 18 54
Rue de Morat 8, 1700 Fribourg

info@caritas-fr.ch
www.caritas-fribourg.ch

Caritas Fribourg est une œuvre d'entraide fribourgeoise, organisée sous forme d'association et indépendante de Caritas Suisse